

Les subsides

comme celles-là. Cependant, en ce qui a trait à la crise actuelle, c'est une goutte d'eau dans l'océan. Les producteurs du nord de la province dont le grain est trempé éprouveront des difficultés financières à cause de la baisse de qualité de leur grain. Ce qui aurait pu être une récolte de première qualité il y a un mois, deviendra du grain d'utilité générale. Les procédures du sud, victimes de la sécheresse, attendent encore, car l'aide du gouvernement canadien n'a servi à rien. En effet lorsqu'il est venu en aide aux éleveurs de bovins de la Saskatchewan, le gouvernement de la Saskatchewan a empoché l'argent au lieu de le remettre directement aux éleveurs, qui ont trouvé cela scandaleux.

En plus des catastrophes naturelles, l'agriculteur fait face à un grave problème au niveau de sa marge bénéficiaire. Les prix de ses produits baissent. Lorsqu'on a effectué le paiement anticipé le 1^{er} août, les prix initiaux du grain ont été réduits. Les prix des denrées n'ont pas suivi l'évolution du coût des engrais et du carburant. Dans la charte de Prince-Albert que le premier ministre (M. Mulroney) a présentée au cours de la dernière campagne électorale, le gouvernement a promis de réduire le prix du carburant agricole de 20c. le gallon. Quand on songe aux rabais qui vont prendre fin, à l'augmentation du prix du carburant qui a pris effet le 1^{er} septembre et à la prochaine augmentation prévue pour le 1^{er} janvier, on s'aperçoit qu'au lieu d'obtenir une réduction de 20c. le gallon, l'agriculteur subira une augmentation de 23c. le gallon. Pour l'agriculteur moyen de la Saskatchewan, cela représentera un accroissement de \$700 par an de sa facture de carburant. A l'heure actuelle, il n'a pas les moyens d'y faire face. Sa situation est déjà bien assez précaire sans qu'on augmente encore davantage ses frais d'exploitation.

Le premier ministre a beaucoup parlé d'agriculture au cours de la dernière campagne électorale, mais depuis lors, il est demeuré plutôt silencieux à ce sujet et il n'a pas porté une grande attention au problème.

[Français]

Il est clair que le gouvernement n'a rien fait pour aider les agriculteurs aux prises avec la hausse de leurs coûts de production et la diminution de leurs revenus. Bien au contraire! Le gouvernement a empiré la situation en augmentant la taxe sur le carburant agricole et en réduisant le prix des céréales.

En troisième lieu... le troisième problème: les agriculteurs font face à un problème d'endettement massif. Ils ont été persuadés par le gouvernement, par les banques, surtout dans les années 1980, 1981, 1982, d'augmenter le nombre de leurs terrains ainsi que leur machinerie. Ils ont acheté beaucoup de terrains et de machinerie et, par la suite, le taux d'intérêt est monté et la valeur, éventuellement, de leurs terrains est tombée, et maintenant ils sont dans une situation où la sécurité de leurs prêts est bien réduite.

Le nombre des faillites agricoles a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années. La valeur des terres dégringole. Nous risquons de perdre toute une génération de jeunes agriculteurs et, si cela se produit, nous les aurons perdus à jamais. Où sont les obligations agricoles promises par le gouvernement? Où sont les prêts à intérêt réduit?

[Traduction]

Manifestement, monsieur le Président, le gouvernement n'a pas tenu son engagement au sujet des modes de financement à long terme pour les agriculteurs. Il est vrai que le ministre a

imposé un moratoire sur les saisies effectuées par la Société du crédit agricole. Cela a permis à quelques agriculteurs de souffler un peu dans l'immédiat. Cependant, les intérêts continuent de s'accumuler et de venir s'ajouter au principal et la part de leur exploitation agricole appartenant en propre à l'agriculteur continue de diminuer.

Le quatrième problème qui afflige les agriculteurs réside dans la guerre des prix et la concurrence acharnée sur le marché international pour nos principales céréales. Le ministre sait pertinemment que certains de nos anciens et meilleurs clients sont maintenant nos concurrents. Il n'ignore pas que l'Accord international sur le grain n'a pas encore été renouvelé et que le ministère américain de l'Agriculture inonde les marchés internationaux de tonnes de grains, afin de résoudre ses propres problèmes. Ce dumping de céréales excédentaires sur les marchés internationaux se répercute sur les cours mondiaux des céréales.

A propos des États-Unis, l'agriculteur canadien se demande à quoi songe le gouvernement quand il dit vouloir conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis. L'agriculteur canadien veut savoir quelles en seront les répercussions pour les offices de commercialisation, les subventions et la Commission canadienne du blé. Nous le savons, les Américains n'ont jamais aimé notre Commission du blé et la façon dont nous avons réussi à centraliser et orchestrer notre commercialisation à l'échelle internationale. Les agriculteurs de l'Ouest savent que les États-Unis considèrent comme des subventions les paiements initiaux pour les céréales que leur verse la Commission canadienne du blé et sont susceptibles d'entraîner des droits compensatoires. Les agriculteurs canadiens veulent savoir si l'on mettra leur gagne-pain en jeu dans ces négociations, mais le gouvernement canadien ne veut pas nous le dire. Il garde son jeu dans sa main bien serrée. En Nouvelle-Écosse, le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) a dit aux Canadiens qu'il ne faut pas montrer son jeu quand on négocie. Je lui ai rétorqué que nous sommes tous du même côté et ne voulons pas voir le jeu du gouvernement, mais, tout comme les agriculteurs canadiens, nous voulons savoir à quel jeu nous jouons.

Des voix: Bravo!

• (1230)

M. Turner (Vancouver Quadra): Je le dirai bien franchement au ministre, nous ne croyons pas que l'agriculture canadienne devrait entrer dans le cadre d'un accord de libre-échange général. Non seulement ce ne serait pas avantageux mais nos agriculteurs seraient totalement vulnérables à ce genre de concurrence.

Le 24 septembre à Regina, j'ai exposé un programme qui contribuera beaucoup à mon avis à résoudre la crise de l'exploitation agricole familiale. Certaines des mesures nécessaires pour y parvenir entraîneront des dépenses, mais comparées au coût humain énorme que l'on risque de payer, je crois qu'elles en valent la peine.

Je ne pense pas que le Canadien moyen habitant dans une grande ville ou même dans une petite ville se rende compte des ramifications et de la gravité de cette crise. Je ne crois pas que les habitants de Toronto, Vancouver, Montréal ou Halifax comprennent ce qui se passe dans ce secteur et si ce débat peut contribuer à sensibiliser davantage l'ensemble des Canadiens